

PROTECTION DE L'ENFANCE

Inceste, violences sexuelles : des collectivités renforcent le repérage des enfants victimes

Solange de Fréminville | A la Une Education et Vie scolaire | A la Une santé social | Actu expert Education et Vie scolaire | Actu expert santé social | France | Publié

le 24/10/2023

160 000 enfants sont victimes d'inceste et de violences sexuelles chaque année, selon la Ciivise. La ville de Noisy-le-Sec, le département du Maine-et-Loire et d'autres collectivités renforcent le repérage des victimes et leur protection, là où leurs agents sont en contact avec des mineurs.



Près de 40 % des violences sexuelles avant 18 ans ont lieu avant l'âge de onze ans. Et 12,6 % des femmes agressées par un membre de leur famille avaient moins de cinq ans lors des faits. De même, pour 9,2 % des hommes ⁽¹⁾ ^[1]. Des constats glaçants dont Charlotte Vinson a voulu se saisir, au moment même où la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) recevait des milliers de témoignages, confirmant le caractère massif du phénomène. Depuis un an, cette sage-femme employée par la ville de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) pour tenir une consultation en santé sexuelle, mène une expérimentation inédite dans une école maternelle avec un professeur des écoles et une inspectrice de l'Education nationale, ainsi que l'association Claf'outils, collectif d'action féministe, membre du centre Hubertine Auclert.

Savoir quoi dire ou ne pas dire

« Nous avons d'abord formé sur le sujet les agents municipaux et les enseignants présents dans l'école, puis préparé nos interventions auprès des enfants et des parents lors de deux séances de travail », détaille Charlotte Vinson. Face aux peurs, aux réticences, mais aussi aux révélations possibles sur l'inceste ou d'autres violences sexuelles de la part d'enfants et d'adultes, il s'agit de rappeler aux professionnels que signaler une situation de violence est une obligation, que les conséquences de l'inceste sur la santé sont graves : addictions, troubles alimentaires, tentatives de suicide... La formation vise aussi à leur apprendre à dépister les signaux d'alarme, à savoir quoi dire ou ne pas dire, comment et qui alerter.

Dans une classe de grande section, quatre interventions d'une heure ont permis de travailler avec les enfants sur les émotions, les parties du corps, l'affirmation de soi et de lire *Le loup*, de Mai Lan, dans lequel une petite fille raconte l'agression d'un « loup » incestueux. Lors d'un café des parents organisé sur ce sujet, quelques mères ont répondu à l'invitation de l'enseignant et de Charlotte Vinson, accompagnés de la directrice de l'éducation de la ville, d'une intervenante sociale en commissariat et d'une psychologue de la Maison des parents. Cette expérimentation est désormais déployée dans trois autres classes.

« Un enfant ne parle pas si on n'est pas ouvert à l'accueil de sa parole »

A Angers, cela fait longtemps que le conseil départemental du Maine-et-Loire est mobilisé sur la question de l'inceste et des violences sexuelles. Au début des années 2000, sur ce territoire, le milieu de la protection de l'enfance a en effet été secoué par le procès retentissant d'un réseau pédophile dans lequel des parents prostituaient leurs propres enfants. Il y a six ans, « une cellule de veille a été chargée de recenser les situations repérées et de croiser les informations en étant attentif à l'environnement familial et social », indique Sophie Haristouy, directrice générale adjointe du développement social et des solidarités.

« Les mineures prostituées ont souvent elles-mêmes été victimes d'agressions sexuelles, d'inceste, et on sait que les parents des victimes peuvent eux aussi en avoir subi, souligne-t-elle. Il arrive qu'un climat familial, un environnement social favorisent ces violences sexuelles. » Or, « autant la prostitution est visible, autant l'inceste touche à l'intime, au secret familial », relève Claudine Roy, animatrice de la cellule de veille, ce qui complique le repérage, voire l'implication des professionnels. « C'est d'une grande violence quand on reçoit la parole d'un enfant victime », admet-elle, et du côté des victimes, « un enfant ne parle pas si on n'est pas ouvert à l'accueil de sa parole ». Aussi la cellule de veille est-elle un espace d'échanges entre professionnels, ceux-ci ayant la possibilité de la saisir quand ils s'interrogent sur une situation. Récemment, elle s'est attelée à élaborer un projet de formation pour les agents sur les violences incestuelles, associant une anthropologue.

Quelques outils

Bien d'autres collectivités se mobilisent sur ces questions. En Ile-de-France, le centre Hubertine Auclert peut en témoigner, des agents territoriaux ayant suivi sa formation intitulée « Inceste : repérer, accompagner et prévenir ». Le département de Seine-Saint-Denis s'est engagé dans une recherche-action pour améliorer le repérage et la prise en charge des jeunes victimes par l'aide sociale à l'enfance ^[2]. De son côté, le département du Nord n'a pas attendu la Ciivise pour déployer « des actions de formation des professionnels et d'accompagnement des enfants manifestant des comportements sexuels problématiques, avec le soutien de son conseil scientifique », signale sa directrice générale adjointe enfance, famille, jeunesse, Anne Devreese. Elle a également « lancé une vaste enquête auprès des enfants confiés, associant chercheurs et professionnels de l'enfance, qui devrait notamment permettre de mieux identifier les violences qu'ils ont subies », précise-t-elle. Résultats attendus en 2024. Au niveau national, France Enfance protégée, qui fédère tous les acteurs de la protection de l'enfance, diffuse la revue de la littérature intitulée « Inceste et violences sexuelles intrafamiliales : comprendre, repérer, protéger », publiée par l'observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE). Et la Ciivise a conçu une doctrine et un outil de formation, mis à disposition de tous les professionnels.

Comment protéger les enfants victimes de violences sexuelles ^[3]

POUR ALLER PLUS LOIN

- Protection de l'enfance : des formations qui croisent sciences et savoirs professionnels
- Alerte sur la protection de l'enfance : le Défenseur des droits mène l'enquête dans deux départements